

## **ARRETE**

**N° 2004-240-20 du 27 août 2004 portant**

**prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des prélèvements d'eau dans les milieux  
en période de situation hydrologique critique, et aux rejets d'eaux imposées à la société**

**BEL AIR INDUSTRIES à Metzeral**

**au titre du Titre Ier du livre V du Code de l'Environnement**

Le préfet du département du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512-7 ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 18 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** la circulaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable du 15 janvier 2004 relative aux actions nationales 2004,
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996,
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement à la société BEL AIR INDUSTRIES S.A. dont l'adresse du siège social est : 15 route de Paris - 69173 Tarare, notamment l'arrêté préfectoral n° 76723 du 9 juillet 1984 autorisant la société GODDE BEDIN à exploiter une usine de teinture et blanchiment de matières textiles sur le territoire de la commune de Metzeral 41 grand'rue,
- VU** le courrier de la société BEL AIR INDUSTRIES S.A. en date du 1<sup>er</sup> septembre 2003, précisant les quantités d'eau nécessaires au fonctionnement des installations et les possibilités de réduction des prélèvements en situation hydrologique critique,

**VU** les avis de la MISE 68 en date du 11 juin 2004,

**VU** le rapport du 18 juin 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté par courrier daté du 21 juin 2004,

**VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, l'autorisation fixe, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie,

**CONSIDÉRANT** qu'en période de situation hydrologique critique ou de risque de pénurie d'eau, caractérisée par des débits d'étiage des cours d'eau voisins du « débit objectif environnemental », les niveaux de prélèvements industriels doivent prendre en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau,

**CONSIDÉRANT** que durant la crise climatique de l'été 2003, le débit de la FECHT était inférieur à plusieurs reprises au débit objectif environnemental (DOE), entraînant la nécessité de s'assurer du partage des ressources disponibles entre les différents usages domestique, agricole et industriel,

**CONSIDÉRANT** que les quantités d'eau prélevées par la société BEL AIR INDUSTRIES à Metzeral, représentent au point de prélèvement, environ 7% du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale (QMNA 1/5 = 82 litres par seconde) tel que recensé dans le catalogue des débits mensuels d'étiage,

**CONSIDÉRANT** que le prélèvement n'est pas restitué directement dans le milieu d'origine mais que les rejets sont acheminés vers la station d'épuration de la Communauté de communes de Colmar,

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire dispose, conformément à l'article 11 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 d'un délai de 15 jours pour faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis à l'issue du C.D.H., par courrier daté du 05 août 2004,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

## **A R R E T E**

### **Article 1er :**

La société BEL AIR INDUSTRIES S.A. dont l'adresse du siège social est : 15 route de Paris - 69173 Tarare est tenue, pour ce qui concerne les installations qu'elle exploite sur la commune de Metzeral, 41 grand rue, de respecter les dispositions suivantes ;

### **Article 2 :**

Les dispositions des articles n°2.2. et 3.1. de l'arrêté préfectoral susvisé et relatives à la prévention de la pollution de l'eau de la société GODDE BEDIN, sont remplacées par les prescriptions suivantes ;

### **Article 3 : Conception des installations**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ces installations, afin de limiter au maximum les flux d'eau prélevés.

#### **3.1. Ouvrages de prélèvement**

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Ils doivent être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

#### **3.2. Protection des réseaux**

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction d'eau publique ou du réseau d'eau potable intérieur par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

Notamment, toute communication entre le réseau d'adduction d'eau publique ou privée et une ressource d'eau non potable est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif de protection du réseau d'adduction publique ou privée contre un éventuel retour d'eau a été mis en place.

#### **3.3. Prévention des pollutions accidentelles**

##### **3.3.1. - Egouts et canalisations (Art 8 - AM 02 février 1998)**

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

##### **3.3.2. - Capacités de rétention (Art 10 - AM 02 février 1998)**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

### 3.3.3. - Aire de chargement -Transport interne (Art 10 - AM 02 février 1998)

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

## Article 4 : Débits de prélèvement

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau dans le milieu naturel, dans les conditions suivantes

	Dans la rivière FECHT de SONDERNACH, au lieu-dit «EMME ».
Prélèvements en période normale	
▪ débit instantané maximal de :	70 m <sup>3</sup> /h
▪ débit journalier maximal de :	650 m <sup>3</sup> /j
▪ volume annuel maximal :	122 500 m <sup>3</sup>
Prélèvements en période de sécheresse(Niveau II)	
▪ débit instantané maximal de :	50 m <sup>3</sup> /h
▪ débit journalier maximal de :	490 m <sup>3</sup> /j
Prélèvements minimaux pour des raisons de sécurité (Niveau III) :	100 m <sup>3</sup> /j

L'arrêté cadre Interdépartemental détermine les conditions de passage aux prélèvements réduits :

- en période de sécheresse (Niveau II),
- en situation hydrologique critique (Niveau III).

Dans la limite des 490 m<sup>3</sup>/j en période de sécheresse, l'alimentation en eau par la commune de METZERAL pourra se substituer à une partie du prélèvement à la FECHT.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totaliseurs qui sont relevés journallement. L'information est conservée dans un registre.

## Article 5 : Restrictions supplémentaires

Durant la période hydrologique critique, définie par le préfet, l'exploitant prendra, si nécessaire, toute mesure telle que écrêtement des débits de rejet, rétention temporaire des effluents ou éventuellement traitements supplémentaires temporaires avant rejet, pour limiter au maximum, l'impact de son rejet sur les caractéristiques de la rivière ( débit, température).

Un renforcement des consignes et une sensibilisation du personnel pour la prévention de toute pollution accidentelle sera effectuée dès publication de l'arrêté préfectoral déclenchant des mesures de restriction des usages de l'eau.

## Article 6 : Conditions de rejet

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit.  
Les réseaux de collecte doivent séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.  
La dilution des effluents est interdite.

### 6.1. - Conditions de rejet des eaux industrielles

Les rejets dans la station d'épuration collective urbaine doivent satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau (art. 34 de l'AM 02 février 1998).

Les caractéristiques des eaux industrielles respectent les valeurs suivantes :

Paramètres	Minimum	Maximum	Unité
- pH	5,5	8,5	
- débits :			
pendant une période de 24 heures consécutives		650	m <sup>3</sup> /j
moyenne mensuelle du débit journalier		490	m <sup>3</sup> /j
- débit spécifique en moyenne mensuelle		95	m <sup>3</sup> /t

\* en m<sup>3</sup> par tonne de tissu traité

	Concentration moyenne sur 24 h consécutives (en mg/l)	Flux sur 24 h Consécutives (en kg/j)
DCO	2 000	600
DBO <sub>5</sub>	800	250
MEST	600	50
Azote global (exprimé en N)	150	5
Phosphore total (exprimé en P)	50	2

Les effluents ne doivent pas contenir de composés toxiques susceptibles de perturber le fonctionnement des réseaux et des ouvrages de traitement.

### 6.2. - Conditions de rejet des eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées peuvent être directement rejetées dans la FECHT. Le réseau de collecte de ces eaux pluviales est aménagé de manière à empêcher tout écoulement d'eaux polluées dans ce réseau..

Le réseau de collecte des eaux pluviales des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables, susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par ruissellement est équipé de dispositifs décanteurs déshuileurs ou dispositifs d'efficacité équivalente adaptés à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en matières en suspension inférieure à 30 mg/l.

Les dispositions du présent paragraphe devront être respectées dans un délai de trois ans à compter de la date d'application du présent arrêté. L'échéancier de réalisation des travaux sera remis à l'inspection des Installations classées avant le 31/12/2004. **6.3. - Conditions de rejet des eaux sanitaires**

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique et sont dirigées vers le réseau de la Station d'épuration collective.

#### **6.4. - Conditions de rejet des eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement sont intégralement recyclées dans le procédé de teinture.

#### **Article 7 : Contrôles des rejets**

L'exploitant relève tous les jours et consigne sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des Installations classées, les valeurs moyennes journalières de débit et pH ; le tonnage de tissu traité est relevé mensuellement.

L'exploitant réalise sur des échantillons représentatifs (échantillon moyen journalier proportionnel au débit), les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées:

Point de rejet	Paramètres	Fréquence de contrôle
Eaux industrielles vers la STEP	DCO	Journalière
	DBO <sub>5</sub>	Mensuelle
	MEST	Mensuelle
	Azote	Mensuelle
	Phosphore	Mensuelle
	Indice Phénol	Mensuelle
	AOX – EOX	Mensuelle
	Hydrocarbures totaux	Mensuelle
Eaux pluviales*	MEST	Annuelle
	Hydrocarbures totaux	Annuelle

\* Echantillon ponctuel.

Les résultats des contrôles périodiques, des relevés journaliers et mensuels sont transmis à l'inspection des installations classées tous les trimestres, accompagnés des commentaires et des dispositions prises pour remédier à tout dépassement des valeurs limites ou tout dysfonctionnement des dispositifs de mesure.

Les analyses de fréquence mensuelles peuvent être réalisées à une fréquence trimestrielle, à la condition que l'exploitant démontre par une étude que le suivi de la DCO ou d'un autre paramètre représentatif présente une bonne représentativité et des garanties suffisantes au contrôle des rejets. Les conclusions de l'étude sont soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser un bilan trimestriel des rejets des eaux par un laboratoire agréé, sur une période minimale de 24 heures pour les paramètres du tableau ci-dessus. Les contrôles inopinés à l'initiative de l'Inspection des installations classées, du service de la police de l'eau, du gestionnaire de la station d'épuration, lorsqu'ils portent au moins sur les mêmes paramètres et une période minimale de même amplitude, peuvent être considérés comme bilan trimestriel.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration et des rejets dans le milieu récepteur (*I/ILL*).

#### **Article 8 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

#### **Article 9 : Sanctions**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

## **Article 10 : Publicité**

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de Metzeral et mise à la disposition de tout intéressé, est inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la mairie de Metzeral pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

## **Article 11 : Exécution - Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Metzeral, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant de la société BEL AIR Industries à Metzeral.

Fait à Colmar, le 27 août 2004  
Le préfet  
pour le préfet  
et par délégation de signature  
Le Secrétaire Général par intérim

<p><u>Délais et voies de recours</u> (article L 514-6 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision</p>
---